

DECLARATION.

Relative à la répression de la marche du 02 Juin 2018.

Depuis quelques mois notre association a émis des signes d'inquiétudes sur la situation générale de notre pays, plus particulièrement des conditions d'organisation des élections présidentielles qui auront lieu le 29 juillet 2018. Élections présidentielles que nous souhaitons justes, crédibles et acceptées par tous. Elle a partagé ses préoccupations à travers plusieurs rencontres avec les autorités (Ministres, Premier Ministre, Président de la République), des partis politiques de la majorité et de l'opposition, la société civile, des organes en charge de l'organisation des élections (DGE et CENI), les partenaires du Mali notamment la CEDEAO, la MINUSMA, le NDI en mettant l'accent sur :

- Le niveau élevé de l'insécurité à travers tout le pays, singulièrement dans les régions dites du Nord et du Centre;
- L'absence des représentants de l'Etat ainsi que des forces de défense et de sécurité dans plusieurs zones des régions de Tombouctou, Kidal, Taoudéni, Ménaka, Gao, Mopti et Ségou;
- La cohésion nationale menacée par des crises identitaires,
- Le traitement très inéquitable par les médias publics comme facteur de crispation et de méfiance entre les acteurs politiques en compétition.

Malheureusement, plus le délai s'approche, plus des signes inquiétants comme la marche pacifique du 02 juin 2018 de la Coalition pour l'Alternance et le Changement, interdite et réprimée par le gouvernement semblent annoncer une fin de mandat difficile. Le bilan de cette répression se chiffre à plusieurs personnes grièvement blessées par l'usage de gaz lacrymogène, de gourdins et même de balles réelles.

L'Alliance pour la Démocratie au Mali (A.DE.MA-ASSOCIATION) soucieuse de préserver les acquis démocratiques et de défendre les valeurs républicaines, reprouve l'interdiction anticonstitutionnelle et non conforme à toutes les lois régissant la liberté d'opinion et d'expression en République du Mali.

Condamne vigoureusement la répression sauvage de la marche des citoyennes et des citoyens maliens dans l'exercice de leurs droits constitutionnels.

L'A.DE.MA-ASSOCIATION ne saura accepter la mise en cause par les gouvernants des acquis chèrement arrachés par les maliens au cours de longues luttes particulièrement, lors des journées chaudes de janvier, février et mars 1991 dont les héros anonymes ou connus reposent au Carré des Martyrs de Niaréla.

Cette situation est d'autant plus incomprise qu'elle est imputable aux camarades Ibrahim Boubacar KEITA et Soumeylou Boubeye MAIGA respectivement Président de la République et Premier Ministre acteurs du 26 mars 1991. L'Alliance pour la Démocratie au Mali estime que les gouvernants pouvaient et devaient encadrer cette marche légitime et légale à tous égards afin d'éviter l'engrenage dans la violence.

Au gouvernement du Mali, nous exigeons une prise en main vigoureuse de l'organisation des élections présidentielles à travers des actions concrètes. Il s'agit notamment de:

- De respecter scrupuleusement le chronogramme des élections ;
- De gérer rigoureusement les questions relatives aux cartes d'électeurs, aux bureaux de vote qui font l'objet de polémique et qui sont susceptibles d'être à l'origine des contestations éventuelles.
- D'arrêter d'utiliser la violence comme moyen de gestion des questions politiques.
- De rendre accessible et de façon équitable aux médias publics notamment l'ORTM à tous les citoyens singulièrement la classe politique et ses candidats à l'élection présidentielle de 2018.

Exhorte la majorité et l'opposition à sortir de la logique « je gagne ou je gagne, n'envisageant jamais la défaite », logique conduisant droit encore une fois à la violence pré et ou post-électorale. Que Dieu nous en préserve !

Fidèle à sa vocation de sentinelle de la démocratie au Mali et consciente de tous les périls qui menacent la Patrie, l'A.DE.MA-Association en appelle à tous les démocrates du Mali à se mobiliser pour éviter au Mali une crise pré ou postélectorale qui serait fatale à notre pays déjà si éprouvé.

Débout sur les remparts pour sauver le pays, la démocratie et la république laïque et unie dans sa diversité !

Bamako, le 06 juin 2018

La Présidente.

Mme SY Kadiatou SOW.

Officier de l'Ordre National.

